

CONTRAT

pour les mouvements transfrontières de déchets soumis aux exigences générales en matière d'information, selon article 18 §10 du règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant les transferts de déchets

1- PARTIES

Ce contrat est conclu entre :

- la **personne qui organise le transfert**, nommée ci-après :

représentée par :
Nom :
Tel :
Mail :

- et le **destinataire**, nommé ci-après :

représenté par :
Nom :
Tel :
Mail :

et, si le destinataire n'est pas l'installation :

- **l'installation**, nommée ci-après :

représentée par :
Nom :
Tel :
Mail :

2- OBJET DU CONTRAT

Description des déchets :

Codes d'identification des déchets :

- code de la Convention de Bâle (en annexe IX) :
- code européen de déchets :

Quantité des déchets : tonnes ou m³

Opération concernant les déchets :

- **valorisation** : oui non
si oui, indication du ou des codes (R) de valorisation :

ou

- **analyse en laboratoire ou essais de traitement expérimental** : : oui non

3- OBLIGATIONS

Le contrat prévoit les obligations suivantes :

1. pour la personne qui organise le transfert :

- lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou si ces déchets ont fait l'objet de transfert illicite, de reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation d'une autre manière et, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.

2. pour le destinataire :

- lorsque la personne qui organise le transfert n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à leur terme (par exemple, est insolvable), de reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens et de prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.

3. pour l'installation :

- de transmettre, dans un délai de deux jours ouvrables suivant la réception des déchets, à la personne qui organise le transfert, une confirmation de la réception des déchets en complétant les informations pertinentes figurant à l'annexe VII du règlement susmentionné¹.
- de fournir, sous sa responsabilité, le plus rapidement possible, mais au plus tard 30 jours après la fin de l'opération de valorisation, et au plus tard une année après la réception des déchets un certificat attestant que la valorisation a été menée à son terme en complétant les informations pertinentes de l'annexe VII du règlement susmentionné.

A la demande des autorités d'inspection, la personne qui organise le transfert ou le destinataire fournissent une copie du présent contrat.

4- DUREE

Ce contrat est conclu et effectif au plus tard au moment où le document figurant à l'annexe VII du règlement (UE) 2024/1157 est rempli conformément au paragraphe 5 de l'article 18 de ce règlement et il demeure effectif pendant la durée du transfert jusqu'à la délivrance par l'installation d'un certificat attestant que la valorisation a été menée à son terme.

Personne qui organise le transfert

Date et signature

Destinataire

Date et signature

et, si le destinataire n'est pas l'installation :

Installation

Date et signature

¹ Cette obligation s'applique le cas échéant également au laboratoire en cas de transferts visés à l'article 4, §5 du règlement sus mentionné.